

Succès en trompe-l'œil de la consultation indépendantiste en Catalogne : la démocratie n'en sort pas grandie



9 novembre 2014 : le président indépendantiste de la Généralité de Catalogne, Artur Mas, de Convergence et Union (droite libérale séparatiste), fait le pitre en glissant son bulletin de vote dans une urne en carton. En dépit de ses rodomontades triomphalistes, cette prétendue "journée historique" a fait la preuve que les indépendantistes catalans ont une conception très suspecte de la démocratie et qu'ils sont largement MINORITAIRES parmi les électeurs inscrits.

Malgré deux suspensions de suite et à l'unanimité de la part de la Cour constitutionnelle [1], la « consultation participative sur l'avenir politique de la Catalogne » s'est bel et bien tenue hier, de neuf heures à vingt heures, et les médias tant espagnols qu'internationaux se sont emparés du sujet avec une intensité variable.

À peine les bureaux de vote étaient-ils fermés que le gouvernement régional de la province catalane, présidé par Artur Mas, de Convergence et Union (droite libérale séparatiste), criait victoire et proclamait qu'il s'agissait d'une journée historique. Aux dires des indépendantistes, leur triomphe serait sans appel et prouverait que le « peuple catalan » serait désireux de se « libérer » de l'Espagne afin de définir son futur directement dans le cadre de l'Union européenne.

Naturellement, la presse française a immédiatement repris le discours triomphaliste des séparatistes catalans et a largement tu, minimisé ou tourné en ridicule toute déclaration ou tout sentiment provenant de Madrid ou du reste de l'Espagne. Pour les médias français dans leur très large majorité, cela ne fait aucun doute : la légitimité est du côté des indépendantistes et le Bien l'a emporté sur le Mal. Cette vision grotesque ne souffre quasiment d'aucune nuance, et notamment pas dans le prétendu « journal de référence » qu'est *Le Monde*.

Pourtant, au-delà même de tous les problèmes de légalité et de légitimité que pose l'organisation d'une telle

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ consultation (à la portée purement symbolique), la victoire est loin d'être évidente pour le pouvoir en place dans la « cité comtale » [2]. Ce succès à la Pyrrhus, obtenu par un Artur Mas guère pressé d'organiser des élections anticipées qu'il a toutes les chances de perdre, est en effet loin d'être le triomphe proclamé dans nos médias. Il a par ailleurs été arraché dans des conditions très douteuses qui jettent le discrédit sur les organisateurs de la consultation.

De nombreux éléments importants sont ainsi très peu soulignés par les médias français (et les séparatistes).

En premier lieu, la consultation a été organisée sans liste officielle et sans commission électorale [3], à partir de registres définis par la Généralité de Catalogne – c'est-à-dire par les séparatistes eux-mêmes.

Ce sont les mêmes séparatistes qui ont :

- a) rédigé les deux questions posées lors du suffrage (« Voulez-vous que la Catalogne soit un État ? » et, si oui, « Voulez-vous que cet État soit indépendant ? »),
- b) établi le calendrier électoral,
- c) ouvert et surveillé les bureaux de vote,
- d) validé le scrutin,
- e) fait le décompte en fin de soirée,
- f) et annoncé la participation et les résultats.

Lors de la « campagne » qui a précédé la consultation, l'ensemble des médias régionaux ont été utilisés à des fins de propagande, offrant environ 90% de leur espace aux thèses séparatistes. Le matraquage idéologique en faveur des séparatistes a été tel que nombre de journalistes catalans eux-mêmes ont publiquement dénoncé les pressions auxquelles ils ont dû faire face et qui les enjoignaient de promouvoir une information à sens unique, éloignée de tout professionnalisme et de tout devoir de réserve. Le Syndicat des Journalistes de Catalogne a ainsi tiré la sonnette d'alarme dès le 5 septembre dernier [4] concernant la chaîne publique régionale TV3.

L'information institutionnelle fournie aux citoyens espagnols vivant en Catalogne a par ailleurs été sujette à de nombreuses critiques et moqueries. Un site tenu par la Généralité proposait par exemple de découvrir quels étaient les bureaux électoraux les plus proches du lieu de résidence des potentiels électeurs. Pour pouvoir accéder à ces éléments, il fallait au préalable décliner son identité et indiquer sa municipalité de résidence afin de pouvoir imprimer une « carte de participation ». Quelques farceurs, qui pensaient d'abord que leur plaisanterie ne serait pas couronnée de succès, se sont finalement rendus compte que tout un chacun pouvait inscrire sur ce site une identité fantaisiste – depuis Bob l'Éponge jusqu'à Lady Gaga – sans que le réseau ne la rejetât [5]. **En octobre, le parti régional Citoyens-Parti de la Citoyenneté dénonçait des pressions exercées par l'exécutif catalan sur les directeurs des futurs bureaux de vote, sans qu'Artur Mas ne sourcillât [6].**

Albert Rivera, député anti-indépendantiste au Parlement régional catalan et président de Citoyens-Parti de la Citoyenneté, est l'une des figures montantes de la politique nationale

Plus grave encore, sans nul doute : le corps électoral – tel qu'établi par la Généralité de Catalogne pour cette consultation - a été artificiellement gonflé afin de favoriser une participation massive.

Lors des dernières élections régionales, qui se sont déroulées le 25 novembre 2012, les listes électorales officielles faisaient état de 5 413 850 électeurs appelés aux urnes (sur les 7,5 millions d'habitants de la Catalogne). Ces électeurs devaient obligatoirement être inscrits dans leur municipalité de résidence (ce qui supposait qu'ils habitassent réellement sur place) et devaient être de nationalité espagnole ou des ressortissants de pays membres de l'Union européenne. Ils devaient par ailleurs avoir atteint l'âge légal pour voter, c'est-à-dire l'âge de la majorité, dix-huit ans, et n'être évidemment pas privés de leurs droits civiques.

La consultation de ce 9 novembre 2014 ne bénéficiait pas d'un registre électoral fiable et la Généralité indépendantiste a pu s'en donner à cœur joie. Elle a ainsi accordé le droit de vote aux « Catalans de l'étranger » (notion très malaisée à définir), aux mineurs âgés de seize à dix-huit ans (et pourquoi pas à ceux âgés d'au moins dix ans ?), aux ressortissants des pays membres de l'Union européenne mais aussi aux ressortissants de pays situés en dehors de l'Union européenne. Visiblement, personne n'avait conseillé à la Généralité de faire voter les personnes mortes depuis moins de dix jours...

Certaines populations, notamment les citoyens issus de pays arabo-musulmans, étaient particulièrement visées. Artur Mas n'a en effet pas hésité, en échange d'une promesse de reconnaissance d'une hypothétique indépendance, à faire des faveurs à des pays étrangers. C'est ainsi que la Généralité a accepté que le Maroc envoie des professeurs d'arabe et de culture islamique en Catalogne pour qu'ils y donnent des cours durant les

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
heures officielles dans le système primaire et secondaire [7], rompant ainsi avec un nécessaire principe de souveraineté et de neutralité dans l'enseignement public. Des autorités religieuses musulmanes ont par ailleurs révélé que le gouvernement régional leur avait promis de construire la plus grande mosquée d'Espagne à Barcelone, en lieu et place des Arènes monumentales devenues inutiles après l'abolition de la corrida, à la seule condition que ces mêmes responsables appelassent à soutenir la « consultation participative ». Or, cette mosquée pourrait très bien recevoir des financements de la part de pays bien peu démocratiques et soupçonnés de financer l'État islamique (EI), comme le Qatar et l'Arabie saoudite. [8]

Artur Mas et son gouvernement ont par ailleurs versé au moins 720 000 euros à un groupe de pression anglo-saxon, « Independent Diplomat », dirigé par l'ancien diplomate britannique Carne Ross, pour faire la promotion de l'indépendance de la Catalogne [9]. Ce *lobby* basé à Londres et, bien entendu, à Bruxelles, Washington et New York, a ainsi obtenu de belles victoires en faisant rédiger dans le *Financial times* et le *Wall Street Journal* des éditoriaux favorables aux thèses séparatistes.

En tout et pour tout, le nombre de personnes appelées à voter lors de cette consultation dépassait logiquement les 5 millions de citoyens recensés sur les listes électorales officielles. Les chiffres fournis par la Généralité de Catalogne, s'ils sont sujets à caution, font état de 5,4 millions [10] à 6,3 millions [11] de votants potentiels – la réalité étant sans doute plus proche du second chiffre, étant donné l'élargissement artificiel du corps électoral.

Les indépendantistes catalans sont largement MINORITAIRES parmi les électeurs inscrits.

L'objectif était clair : en tripatouillant les listes électorales afin d'augmenter artificiellement le nombre d'électeurs appelés à s'exprimer, la participation devait être, pour les indépendantistes, considérable et augmenter la pression sur le gouvernement madrilène.

Or, l'échec en la matière est patent : alors que 3 668 310 personnes (soit une participation de 67,75%) avaient effectivement voté en 2012, un peu plus de 2,2 millions de personnes ont réellement fait le déplacement hier selon le décompte réalisé par les séparatistes après examen de 96,8% des bulletins.

En d'autres termes, tandis que les indépendantistes promettaient un raz-de-marée, **seuls 40% des électeurs se sont déplacés si l'on tient compte du nombre habituel d'inscrits (5,4 millions d'électeurs), et même seulement 34% en prenant en compte le nombre artificiellement gonflé par les indépendantistes (6,3 millions).**

Il faut également y ajouter les votes blancs (0,56% du total) et nuls (3,08% du total). Au final, dans cette consultation organisée par et pour les séparatistes, 80,72% des votants ont répondu Oui aux deux questions, approuvant la transformation de la Catalogne en un État et demandant l'indépendance de cet État. Le résultat n'est pas étonnant au vu des pressions et des problématiques décrites plus haut.

Il faut ajouter à tous ces éléments un autre fait : ceux qui ne voulaient pas d'une consultation ou d'un référendum (les « unionistes ») n'ont logiquement pas été voter, boycottant ce qu'ils estimaient être une « farce » et dont tout le monde savait par ailleurs que c'était une procédure inconstitutionnelle qui n'aurait aucune suite.

Ramenés au nombre d'électeurs, les partisans d'une séparation totale de la Catalogne d'avec l'Espagne représentent ainsi au mieux 33% et au pire 29% du corps électoral. Deux Catalans sur six se sont déplacés et 1,8 Catalan sur six a approuvé la politique indépendantiste soutenue par le parti d'Artur Mas ou celui d'Oriol Junqueras (président de la Gauche républicaine de Catalogne).

La presse française, qui parle de « pari réussi », de « mobilisation massive » ou de « nette victoire » pour les séparatistes, présente donc ces résultats d'une façon fallacieuse, toute préoccupée qu'elle est par soutenir toute manœuvre qui vise, de près ou de loin à démanteler les États-nations d'Europe, et donc le démantèlement espéré de la République française dans la perspective de la prétendue « construction européenne ».

Quelques données à titre de comparaison :

- Lors des élections de 2012, les Catalans ont accordé environ 2,1 millions de suffrages aux partis séparatistes aujourd'hui représentés au Parlement régional (Convergence et Union, Gauche républicaine de Catalogne, Initiative pour la Catalogne Verts-Gauche unie et alternative, Candidature d'Unité populaire-Alternative de Gauche). **Sans compter tous les petits groupements indépendantistes qui n'ont pas obtenu de siège à Barcelone, le mouvement séparatiste a donc perdu au moins perdu 300 000 votants en deux ans.**
- Lors des manifestations de la *Diada* (fête régionale du 11 septembre), cette année, les autorités catalanes avaient recensé 3,5 millions de participants, **soit presque deux fois plus que les votes favorables à l'indépendance hier. Où sont passés les 1,7 millions de manifestants manquants ?**
- À l'occasion du référendum d'autodétermination de la Crimée, qui s'est tenu le 16 mars 2014, 96,77% des votants ont choisi la voix de la réintégration à la Russie... sur 83,1% des électeurs. La « communauté internationale » et la presse française, européenne ou américaine s'étaient empressées de dénoncer la tenue du référendum (l'autodétermination des peuples étant un concept à géométrie variable) et n'a guère salué un « pari réussi » pour Moscou ou une « mobilisation massive » à Simféropol ou Yalta.

La manifestation du 12 octobre 2014 à Barcelone contre l'indépendance de la région est, si l'on en croit le silence assourdissant des médias français, illégitime, ridicule et/ou inexistante.

En sus des pressions et des irrégularités dont j'ai déjà parlé, les organisateurs de la consultation ont eux-mêmes reconnu qu'ils n'avaient pas les moyens de véritablement contrer les fraudes électorales.

L'Assemblée « nationale » catalane (sic), organisation sociale et culturelle dirigée par Carme Forcadell et favorable à l'indépendance régionale, **a ainsi reconnu dans le cadre de ses débats que l'absence totale de réseau informatique et de registres électoraux fiables pourrait permettre à tout électeur de voter deux fois** [12]. En d'autres termes, un bourrage d'urnes (*pucherazo*, comme disent les Espagnols) est loin d'être improbable et ce d'autant plus qu'aucun organisme international (Organisation des Nations unies, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Conseil de l'Europe, etc.) n'a envoyé d'observateur sur place.

Pour 1 317 bureaux de vote, une centaine d'observateurs avaient certes été invités par la Généralité mais aucun d'entre eux n'est accrédité par un organisme neutre et bon nombre d'entre eux ont des affinités idéologiques avec les partis séparatistes. Ainsi pouvait-on croiser en Catalogne, hier, des représentants de formations ou groupements indépendantistes du Pays basque, des Flandres, d'Écosse ou de Vénétie [13]. Bien évidemment, ils n'ont rien trouvé à redire au déroulement du vote, malgré l'absence totale de garanties démocratiques.

Au total, la démocratie ne sort pas grandie de cette affaire.

Quelle légitimité sociologique ont Artur Mas ou Oriol Junqueras ? Peuvent-ils affirmer à l'issue de cette consultation que le « peuple catalan » (ou une forte majorité des Catalans) est derrière lui ?

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'indépendance d'une région et la partition d'un État aussi ancien et au passé aussi glorieux que l'Espagne sont des décisions d'une extrême gravité qui demanderaient un soutien sociologique massif exprimé dans des conditions irréprochables, confirmé par des observateurs internationaux neutres, qui certifieraient que le corps électoral n'était pas artificiellement gonflé, que les résultats ne pouvaient être truqués, que la campagne avait été honnête et équitable, etc.

Aucune de ces conditions n'a été réunie pour permettre de donner aux séparatistes une quelconque arme politique – quoi qu'en dise la grande presse française, à la fois aveuglée par une soudaine passion pour la « cause politique catalane » et acquise aux thèses des eurorégions.

Avec un tiers de votants et moins de 30% de partisans sur tout le corps électoral, il est strictement impossible de conclure que le pouvoir en place à Barcelone a été massivement soutenu. Ce résultat finalement faible sème aussi le doute sur les chiffres avancés par la Généralité pour les manifestations du 11 septembre 2014 (comment se fait-il qu'il y ait un tel décalage entre les deux événements ?) et, de façon générale, sur le discours selon lequel le « peuple catalan » veut poursuivre sa marche en solitaire.

Mais Artur Mas, Oriol Junqueras et leurs amis auront aussi la force que leur fournira la faiblesse du pouvoir central espagnol.

Le président du Gouvernement, Mariano Rajoy, a réaffirmé sa position tout au long de la semaine dernière, rejetant la validité d'une telle consultation, tandis que le ministre de la Justice, Rafael Catalá, qualifiait le tout de « journée de propagande politique »[14].

Pourtant, au-delà des mots et des postures, que peut et que va faire le gouvernement central ? La parole de la Cour constitutionnelle a été systématiquement bafouée au niveau régional et le ministère public ne s'est pas encore prononcé sur de possibles délits de prévarication et de désobéissance de la part de la Généralité [15].

Le ministère public a en tout cas refusé de retirer les urnes et de faire fermer les bureaux de vote au cours de la journée d'hier, malgré une demande en ce sens du parti Union Progrès et Démocratie, car il estimait que cette sanction aurait été « disproportionnée ». Il faut dire qu'en la matière, les instances centrales ont toujours œuvré dans un scrupuleux respect de la légalité, s'appuyant sur la Constitution de 1978 approuvée par tous les Espagnols (y compris les Catalans) en référendum, mais aussi sur l'avis du Conseil d'État, sur la Cour constitutionnelle, etc.

Il a même été bien pusillanime car il avait à sa disposition d'autres recours légaux, comme l'article 155 de la Constitution (« Si une communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution et la loi lui imposent ou si elle agit d'une façon qui nuit gravement à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après une mise en demeure au président de la communauté autonome et, dans le cas où il n'en serait pas tenu compte, avec l'accord de la majorité absolue du Sénat, peut prendre les mesures nécessaires pour obliger cette communauté à l'exécution forcée de ses obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné »). **Ce sont cette faiblesse et cette passivité qui lui sont précisément reprochées aujourd'hui par bien des responsables politiques et une grande partie du peuple espagnol.**

Dans un article cinglant intitulé « De Godoy à Rajoy »[16], Santiago Abascal (voix écoutée dans le monde médiatique espagnol et fondateur du parti Vox) n'hésite pas à qualifier Mariano Rajoy de « traître » et a dénoncé son « indolence », sa « lâcheté » et son « incrédulité ». La fin de l'article est éloquente : avant un appel à un recours devant les tribunaux contre tous les responsables de la situation (dont Mariano Rajoy), **il compare le président du Gouvernement à Manuel Godoy (1767-1851), qui, par cupidité, ambition et veulerie, avait vendu l'Espagne à Napoléon Bonaparte. Il était alors le principal ministre du roi Charles IV (1788-1808).**

Coincé entre les directives européennes dans tous les domaines (y compris sur la régionalisation) et un exécutif catalan décidé, et spécialement doué en matière de mensonges et de relations publiques, Mariano Rajoy semble avoir gâché son ultime cartouche le 9 novembre 2014. Reste à savoir s'il saura profiter des journées à venir pour redresser la barre ou s'il sera, au regard de la postérité, celui qui est resté impassible face à l'illégalité, l'illégitimité et la fraude électorale.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
D'aucuns espèrent prendre sa place, mais Santiago Abascal (inflexible sur la question de l'unité du pays et très eurocritique) ou Pablo Iglesias (partisan de référendums régionaux et d'une Europe fédérale) n'agiront évidemment pas dans le même sens s'ils parviennent au pouvoir.

Au bout du compte, il ne faut pas exclure que cette consultation sur « l'indépendance » de la Catalogne, loin de constituer un pas en avant dans le démantèlement programmé de l'Espagne et des États-nations d'Europe, apparaisse bientôt, avec le recul du temps, comme le début d'un grand retournement anti-indépendantiste et anti-européen. L'Histoire des prochaines années le dira.

N.K



Santiago Abascal (à gauche) en compagnie de deux responsables du parti Vox, résolulement anti-indépendantiste, a tenu des positions très critiques vis-à-vis de l'européisme dans plusieurs de ses ouvrages.

NOTES

- [1] **Contrairement à la France, la Cour constitutionnelle espagnole est un véritable tribunal composé de magistrats et de juristes professionnels, au nombre de douze.** Formellement nommés par le roi, devant lequel ils doivent prêter serment sur la Constitution, ils sont choisis pour quatre d'entre eux par le Congrès des députés (chambre basse du parlement), quatre autres par le Sénat, deux par le gouvernement et deux par le Conseil général du Pouvoir judiciaire. Parmi les actuels membres de la Cour se trouvent ainsi une représentante des nationalistes catalans, María Encarnación Roca Trias, et une représentante des nationalistes basques, Adela Asúa Batarrita, qui ont toutes deux voté pour la suspension du référendum puis de la consultation en Catalogne. **La prétendue politisation de cette Cour est donc un argument douteux bien que souvent utilisé par les partis séparatistes.**

- [2] C'est la périphrase qui désigne habituellement, en Espagne, la ville de Barcelone en référence à ses anciens comtes. De la même façon, Madrid est souvent désignée, en sa qualité de capitale, comme « la villa y Corte », que l'on pourrait traduire par « la ville et la Cour » (même si « villa » signifie davantage « bourgade »).
- [3] Voir par exemple cet article qui fait le tour des « particularités » de la consultation : <http://www.abc.es/espana/20141014/abci-claves-consulta-alternativa-201410141652.html>
- [4] Voir cet article sur son blog officiel : http://redaccioitvc.blogspot.com.es/2014_09_01_archive.html?m=0#91158872142024944
- [5] Cet article résume la situation : <http://www.abc.es/catalunya/politica/20141031/abci-esponja-tambien-quiere-votar-201410311408.html>
- [6] C'est ce qu'explique cet article, parmi tant d'autres : <http://www.lavanguardia.com/politica/20141021/54418134498/cs-denuncia-generalitat-presiona-colegios-publicos-9n.html>
- [7] C'est ce qu'a rapporté le journal *El Mundo* : <http://www.elperiodico.com/es/noticias/politica/mas-ofrece-marruecos-ensenar-lengua-arabe-horario-escolar-titula-mundo-3526105>
- [8] Voir par exemple cet article : http://www.larazon.es/detalle_normal/noticias/6844054/ciu-apoyara-la-mezquita-de-barcelona-si-los-musulmanes-dicen-si-a-la-consulta
- [9] Pour plus de détails, vous pouvez vous reporter à cet article : <http://www.abc.es/catalunya/politica/20141104/abci-lobby-independencia-201411031821.html>
- [10] C'est le chiffre que publie *El Imparcial* : <http://www.elimparcial.es/noticia/144245/nacional/Los-datos-de-la-farsa:-el-60-no-acudio-a-votar-y-solo-el-33-apoya-la-independencia-en-Cataluna.html>
- [11] C'est l'estimation jugée réaliste par *ABC* : <http://www.abc.es/catalunya/20141110/abci-cifras-reales-farsa-consulta-201411092340.html>
- [12] C'est ainsi que le rapporte, par exemple, cet article : <http://www.abc.es/espana/20141108/abci-asamblea-nacional-pucherazo-201411081204.html>
- [13] Pour plus de détails, vous pouvez vous reporter à cet article : http://noticias.lainformacion.com/espana/mas-de-un-centenar-de-observadores-internacionales-no-oficiales-seguiran-el-9n_AWk3UN7eqsq1zcCVK38Z83/
- [14] L'intégralité de son communiqué peut être lue à cette adresse : <http://www.lamoncloa.gob.es/serviciosdeprensa/notasprensa/mju/Paginas/2014/091114declaracion-ministr.aspx>
- [15] C'est ce que précise cet article : <http://www.abc.es/espana/20141109/abci-consulta-prevaricacion-consulta-201411090920.html>
- [16] Il est consultable dans son intégralité à cette adresse : <http://www.libertaddigital.com/opinion/santiago-abascal/de-godoy-a-rajoy-73960>